

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des  
Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 22 décembre 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERE PIERRE DE SAINTONGE**

3B rue Pierre et Marie CURIE  
17100 Saintes

Références : 0007201924/2025/641

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement CARRIERE PIERRE DE SAINTONGE implanté Les Marronniers (ex La Maladrerie Ouest) 27, Rue Mac Créa-Fletcher 17500 Jonzac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERE PIERRE DE SAINTONGE
- Les Marronniers (ex La Maladrerie Ouest) 27, Rue Mac Créa-Fletcher 17500 Jonzac
- Code AIOT : 0007201924
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière souterraine de calcaire, autorisée par arrêté préfectoral du 19/11/2004 modifié. L'autorisation porte sur des volumes annuels maximum de 8 750 t et moyen de 5 250 t/an.

Les arrêtés préfectoraux suivants réglementent l'établissement :

- l'arrêté préfectoral du 19/11/2004 d'autorisation d'exploiter de la société « PIERRE DE SAINTONGE » ;
- l'arrêté préfectoral du 11/01/2019 de modifications des garanties financières de la société « PIERRES DE SAINTONGE ». Le montant prescrit est de 7 650 € pour assurer la remise en état du site ;
- l'arrêté préfectoral du 09/03/2023 de changement d'exploitant et autorisant la société « CARRIÈRE PIERRE DE SAINTONGE » à exploiter ;
- l'arrêté préfectoral du 04/09/2024 de mise en demeure de présenter sous un mois, un nouvel acte de cautionnement avec des garanties financières actualisées avec la valeur de l'indice TP01 le plus récent.

L'activité de la carrière est a priori inexistante depuis plusieurs années, du fait notamment de la qualité de la pierre :

- l'inspection du 27/02/2012 relève une inactivité de la carrière qui remonte jusqu'à juin 2010 ;
- l'inspection du 07/06/2013 relève également une absence d'activité le jour de la visite et des quantités extraites en 2012 très faibles ;
- les déclarations pour l'enquête annuelle des carrières mentionnent une quantité annuelle extraite égale à zéro de 2015 à 2017 ;
- le courrier de l'inspection du 20/05/2019 adressé au précédent exploitant « société Pierres de SAINTONGE » mentionne notamment une inspection du 15/06/2017 qui met en évidence un plan daté du 18/01/2012 et conforme à la situation constatée le jour de l'inspection. L'activité de la carrière a donc été très faible voire inexistante au regard des quantités autorisées entre 2012 et 2017 ;
- il a été constaté lors de l'inspection du 25/06/2019 une extraction à l'arrêt et un souhait de l'exploitant d'arrêter définitivement l'extraction avec soit un changement d'exploitant, soit une cessation d'activité définitive ;
- les déclarations pour l'enquête annuelle des carrières mentionnent une quantité annuelle extraite égale à zéro pour 2021 et 2022 ;

L'arrêté préfectoral de changement d'exploitant et autorisant la société « CARRIÈRE PIERRE DE SAINTONGE » à exploiter est daté du 09/03/2023. Le jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'aucune extraction n'a été réalisée depuis la reprise de la carrière. Lors de la visite, les galeries ne disposent pas de moyens d'éclairage et des eaux d'exhaures sont présentes.

En février 2024 un porteur de projet s'est manifesté pour étudier la faisabilité d'un parc photovoltaïque d'une surface de 9,6 ha pour une puissance de 11,3 Mwc au droit de l'ancienne carrière de la Maladrerie. L'inspection constate la présence de milieux humides en surface (roseaux, points d'eaux). **Il est rappelé que ces milieux humides et la carrière souterraine devront être pris en compte par le projet de panneaux photovoltaïque en surface.** Plus généralement, le porteur de projet devra s'assurer de la compatibilité du projet photovoltaïque avec l'état actuel du site (emplacement du projet et risque d'effondrement le cas échéant, sécurité du public pour les puits, rejets des eaux d'exhaures etc) et une éventuelle reprise de l'activité.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Actualisation des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Amende	1 mois
2	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
4	Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Caducité de l'autorisation d'exploiter	Code de l'environnement, articles L.512-19 et R.181-48	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté d'amende administrative, suite au constat du non-respect de la mise en demeure d'actualiser les garanties financières du 04/09/2024.

L'inspection propose également au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de procéder à l'arrêt définitif de l'installation, suite au constat d'inactivité sur le site depuis plus de 3 ans.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Actualisation des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actualisation des garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Carrière Pierre de Saintonge, inscrite au registre du commerce et des sociétés de SAINTES sous le numéro SIREN 913 094 017 et dont le siège social est situé 3B Rue Pierre et Marie Curie 17100 Saintes, exploitant une carrière souterraine de roche calcaire aux lieux-dits « La Maladredie » et « Les Marroniers » à Jonzac – est mise en demeure de présenter, sous un délai d'un mois, un nouvel acte de cautionnement respectant l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 09 mars 2023.</p> <p>L'actualisation du montant des garanties financières sera effectuée en utilisant la valeur de l'indice TP01 le plus récent (publié au journal officiel) à la date de prise d'effet du nouvel engagement de caution.</p> <p><u>Article 2 de l'arrêté du 09/03/2023</u></p> <p>L'exploitant transmettre au préfet, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, un</p>

document attestant de la constitution des garanties financières.

Le montant de ces garanties sera celui défini par l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2019 [...], actualisé par application de la méthode précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 [...]

Ce document sera établi conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 juillet 2012 [...].

Arrêté préfectoral du 14/01/2019, article 1 :

[...] Le montant des garanties permettant d'assurer la remise en état de la carrière est de 7 650 €.

#### **Constats :**

L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement de la banque CIC Ouest du 07/09/2023, qui prend effet le 07/09/2023 et expire le 07/09/2028, d'un montant de 7 650 €.

L'arrêté préfectoral du 04/09/2024 met en demeure l'exploitant de présenter sous un mois, un nouvel acte de cautionnement avec des garanties financières actualisées avec la valeur de l'indice TP01 le plus récent.

Lors de la visite effectuée le 05/06/2025, l'inspection constate que l'exploitant, « CARRIÈRE PIERRE DE SAINTONGE », n'a pas transmis un nouvel acte de cautionnement avec des garanties financières actualisées avec la valeur de l'indice TP01 le plus récent.

Lors de la visite, l'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de transmettre dans les meilleurs délais les garanties financières actualisées et les sanctions encourues.

N'ayant pas reçu de réponse, l'inspection a relancé l'exploitant :

- par courriels des 10/07/2025, 24/07/2025, 08/08/2025, 19/08/2025, 25/08/2025, 01/09/2025 et 15/09/2025 ;
- par téléphone le 27/06/2025, 03/07/2025, 19/08/2025, 25/08/2025, 08/09/2025 et le 09/09/2025.

L'inspection constate que :

- la mise en demeure du Préfet n'a pas été suivie d'effets par l'exploitant ;
- les relances de l'inspection lors de la visite, puis par mail et par téléphone, n'ont pas été suivies d'effets par l'exploitant.

L'inspection propose au Préfet un projet d'arrêté d'amende administrative en annexe du présent rapport.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Tel que mentionné à l'article 1 de la mise en demeure du 04/09/2024, il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité avec l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 09/03/2023 en présentant un nouvel acte de cautionnement avec des garanties financières actualisées avec la valeur de l'indice TP01 le plus récent.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective,

Amende
<b>Proposition de délais : 1 mois</b>

## N° 2 : Sécurité du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité du public
<b>Prescription contrôlée :</b>  Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées [...] à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'entrée de la carrière est fermée par un portail.  L'inspection a constaté que l'orifice d'un puits n'est pas sécurisé. Le cadenas est ouvert.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de sécuriser les orifices des puits, pour la sécurité du public, tel que prescrit à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais : 1 mois</b>

## N° 3 : GEREP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, GEREP
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 4</u> I.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après...  V. – L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.  <u>Article 7</u> La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1
<b>Constats :</b>

<p>L'exploitant n'a pas procédé à la déclaration de GEREP en 2023 et 2024, tel que prescrit par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31/01/2008. Lors de la visite d'inspection du 05/06/2025, l'exploitant mentionne que l'état du marché n'a pas été suffisant pour démarrer une activité. Il précise qu'aucune activité d'extraction n'a eu lieu sur le site en 2023 et 2024.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est soumis à la déclaration GEREP, chaque année, avant le 31 mars, avec ou sans activité sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser annuellement la déclaration GEREP, avec ou sans activité d'extraction, et avant le 31 mars de l'année N+1, tel que prescrit par l'arrêté ministériel du 31/01/2008,</p> <p>La prochaine déclaration devra être réalisée avant le 31/03/2026, même en cas d'absence d'activité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 4 : Plan d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan de l'ensemble des travaux, à l'échelle du 1/2 000, du 1/2 500 ou du 1/5 000, est établi pour chaque carrière souterraine.</p> <p>Ce plan indique les cotes des points principaux ainsi que les parties abandonnées des travaux.</p> <p>Ce plan d'ensemble est mis à jour [...].</p> <p>Un plan de surface et un registre d'avancement des travaux sont également établis et tenus à jour par l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite le plan d'exploitation n'est pas disponible.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis de plan d'exploitation suite à la visite. Au regard du dossier, le dernier plan d'exploitation pourrait dater de 2012.</p> <p>Lors de la visite, les galeries ne sont pas éclairées. L'exploitant précise qu'une vidéo des galeries a été réalisée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection la dernière version du plan d'exploitation et la vidéo de la carrière.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Caducité de l'autorisation d'exploiter

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, articles L.512-19 et R.181-48
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Caducité de l'autorisation d'exploiter
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article L.512-19 du code de l'environnement</u>  Lorsqu'une installation n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, le préfet peut mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à l'arrêt définitif.</p> <p><u>Article R.181-48 du code de l'environnement</u>  I. L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé soit dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation soit dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, le site n'est pas en activité. L'exploitant ne dispose en outre d'aucun justificatif attestant d'une activité ces 3 dernières années.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection relève les difficultés rencontrées pour joindre l'exploitant par mail et téléphone.</p> <p>En application de l'article L.512-19 du code de l'environnement, compte tenu de l'absence d'exploitation durant trois années consécutives, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à l'arrêt définitif de l'installation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, de transmettre au Préfet la notification de cessation d'activité prévue à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, qui indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R.512-75-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les mesures relatives à la remise en état du site devront notamment respecter les dispositions de l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2004 susmentionné.</p> <p>Les attestations réalisées par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes (ATTES SECUR, l'ATTES MEMOIRE et ATTES TRAVAUX), sont à transmettre dans les mois suivants la notification de cessation d'activité, tel que prévu à l'article 57 de la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois